

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 07/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GALLOO France SA**

Première avenue Port Fluvial  
59250 Halluin

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\GALLOO France SA  
Oost-Cappel (ex ROSSELLE RECYCLAGE)\_070.04279\2\_Inspections\Inspection\_2025  
Code AIOT : 0007004279

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement GALLOO France SA implanté 69, Route de l'Europe 59122 Oost-Cappel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO France SA
- 69, Route de l'Europe 59122 Oost-Cappel
- Code AIOT : 0007004279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site GALLOO à Oost-Cappel, est spécialisé dans la récupération de métaux et VHU. Il dispose d'un agrément pour l'activité de récupération/dépollution de VHU. En 2024, l'établissement a acheté près de 13 000 tonnes de ferrailles.  
Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 4 juin 2012.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a effectué une première campagne d'analyse des substances PFAS dans son rejet aqueux en novembre 2024. La seconde campagne a été réalisée en décembre 2024 et la troisième campagne reste à programmer.

Les quantifications portent sur les 20 substances analysées. 3 quantifications sont supérieures au seuil de quantification de 100 ng/l. En ce qui concerne l'indice AOF, la concentration détectée dépasse la limite de quantification de 2 microgrammes/l, avec une valeur de 8,1 microgrammes/l. Les prochaines analyses doivent confirmer ou infirmer ce résultat.

Ces résultats permettent de dresser un premier état du niveau de contamination aux PFAS pour les activités de traitement de déchets, qui nécessitera au niveau national, l'élaboration d'un plan d'action à déterminer.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un inventaire de ses produits utilisés sur le site et susceptibles de contenir des substances PFAS. Ces produits sont limités aux produits nécessaires à la maintenance des engins et outils du site. La consultation des fiches de données de sécurité et notamment la rubrique 3 n'a pas permis d'identifier de substances PFAS dans ces produits.</p> <p>En ce qui concerne les déchets métalliques et VHU réceptionnés sur le site dont les compositions et substances présentes sont par nature difficilement identifiables, l'exploitant s'est rapproché de la Fédération professionnelle des entreprises du recyclage (FEDEREC) pour déterminer la typologie de déchets pouvant contenir des substances PFAS. Le groupe de travail de la FEDEREC a ciblé principalement les D3EE. Ces produits ne sont pas réceptionnés et traités en nombre sur le site de l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement GALLOO littoral SAS est concerné par la troisième vague de la campagne de recherche de substances PFAS. Conformément à l'arrêté du 20 juin 2023, la première analyse devait être réalisée dans un délai de six mois, soit avant le 27 mars 2024.</p> <p>L'exploitant a signalé à l'inspection plusieurs difficultés pour la réalisation des analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence d'eaux de process : seules les eaux pluviales collectées et rejetées sur le site sont concernées.</li> <li>-Dépendance à la pluviométrie : la réalisation d'un prélèvement conforme (sur 24 heures) nécessitait des conditions spécifiques dépendant de la pluie.</li> <li>-Choix et désistement d'un prestataire : un prestataire initialement sélectionné s'est désisté en raison de la difficulté à intervenir rapidement lors de conditions de pluie.</li> </ul> <p>Face à ces contraintes, l'exploitant a opté pour un prestataire local, capable d'intervenir rapidement en cas de précipitations.</p> <p>La première campagne de prélèvement a donc été réalisée le 27 novembre 2024 avec un prélèvement sur 24h. La seconde campagne a été réalisée le 20 décembre 2024. La troisième campagne initialement prévue courant janvier 2025 doit être re-planifiée rapidement par</p>

<p>l'exploitant (voir point de contrôle n°4).</p> <p>Le point de prélèvement a été défini au niveau de la fosse de relevage de la station de refoulement des eaux pluviales au fossé bétonné riverain (watergang).</p> <p>Les analyses ont porté sur les 20 PFAS et sur l'indice AOF mentionnées respectivement au 1° et au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>La liste des produits utilisés par l'exploitant ne mentionnant pas de substances PFAS, les 8 PFAS mentionnées au 3° du même article 3 n'ont pas été recherchées.</p> <p>L'inspection prend en compte les difficultés de l'exploitant énoncées et leur conséquence sur le délai de réalisation des prélèvements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Accréditation des organismes mandatés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les campagnes des 27 novembre et 19 décembre 2024, les prélèvements ont été effectués par le laboratoire Flandres Analyses (accréditation COFRAC n°1-1185). Cependant, les analyses des échantillons prélevés lors de ces deux campagnes ont été confiées au laboratoire IANESCO, accrédité COFRAC sous le numéro n°1-6209.</p> <p>Les 20 substances PFAS ont été analysées sous accréditation, conformément aux exigences réglementaires, comme l'indique le rapport d'analyses des prélèvements. La troisième et dernière analyse à venir sera réalisée dans les mêmes conditions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exigences pour les prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exigences pour le prélèvement Prescription contrôlée :
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des</p>

prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement ne dispose pas d'eaux de process. Les eaux collectées et rejetées sont uniquement les eaux pluviales du site.</p> <p>Le point de prélèvement a été défini au niveau de la réserve incendie par laquelle transitent les eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel. L'établissement ne met en œuvre que cet unique point de rejet au milieu naturel.</p> <p>Les analyses des 2 premières campagnes de mesure ont été réalisées à partir de prélèvements ponctuels. A notre demande, l'exploitant nous a transféré le courriel du 29/01/25 du Laboratoire Flandres Analyses justifiant de cette façon de procéder. Cette dernière a été retenue afin d'assurer le rendu de résultats sous accréditation COFRAC. Par courriel du 20/02/25, nous avons notifié à l'exploitant qu'il pouvait planifier avec le laboratoire la troisième et dernière campagne de mesure à partir de prélèvement ponctuel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant planifie, sous quinzaine, avec le laboratoire la troisième et dernière campagne de mesure. Il transmet à l'inspection dans les mêmes délais la date retenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des limites de quantification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des analyses effectuées sur les 20 substances PFAS lors des prélèvements du 27 novembre 2024 et 19 décembre 2024 sont supérieurs au seuil de quantification de 100 ng/L pour les 3 substances suivantes :</p> <p>PFHxS (acide perfluorohexanesulfonique) avec un résultat de 110 ng/L (prélèvement de novembre) ;</p> <p>PFOS (perfluorooctanesulfonique) avec un résultat de 500 ng/L (prélèvement de novembre) et 150 ng/L (prélèvement de décembre).</p> <p>En ce qui concerne l'indice AOF, la concentration détectée est supérieure à la limite de quantification de 2 g/L, avec une valeur mesurée de 8,1g/L (prélèvement de novembre) et 3,4g/L (prélèvement de décembre).</p>

Les résultats à venir des prélèvements suivants confirmeront ou infirmeront ces résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution des résultats sur GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des deux premières analyses ont été déposés sur la plateforme GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite